

Fabien Roussel – Parti Communiste Français

Taxation des plus riches

Fabien Roussel propose le rétablissement de l'impôt sur la fortune en triplant les taux et en révisant certaines niches fiscales. Il ne souhaite pas y ajouter une composante carbone. Le candidat souhaite également la suppression de la flat tax instaurée par Emmanuel Macron pour réaligner la taxation des revenus du capital avec ceux du travail.

Le candidat communiste souhaite réformer l'impôt sur les droits de succession en transformant les multiples exonérations qui permettent aujourd'hui aux plus riches de donner 100 000 euros tous les 15 ans à chacun de ses enfants en un abattement unique par héritier, quelle que soit la ligne de filiation. L'abattement unique prévu par le candidat communiste serait de 170 000 euros. Cette réforme serait accompagnée d'une révision des principales niches fiscales et d'un doublement des tranches d'imposition pour cibler les super héritages.

Point d'attention:

L'ISF prévu par le candidat Fabien Roussel n'intègre pas de malus climatique qui permettrait de surtaxer les patrimoines les plus polluants.

L'abattement unique de 170 000 euros est supérieur au montant moyen de l'héritage moyen (120.00 euros).

Progressivité de l'impôt

Le candidat PCF propose de rendre l'impôt sur le revenu plus progressif en mettant en place 15 tranches au lieu des 4 actuelles. Il souhaite "mettre fin" aux niches fiscales dont bénéficient les plus riches, selon une déclaration effectuée sur le profil Twitter du candidat.

Point d'attention:

Il sera nécessaire de préciser quelles niches fiscales sont visées et la forme de la révision (suppression de la niche fiscale? plafonnement pour limiter l'inégalité?).

Le candidat communiste ne souhaite pas rendre la CSG progressive comme le propose Oxfam dans son manifeste, néanmoins, il table sur une "disparition progressive de la CSG" avec la montée en puissance des cotisations sociales versées grâce à l'augmentation des salaires.

Impôt des multinationales

Concernant la taxation des multinationales, Fabien Roussel propose d'instaurer un "serpent fiscal européen" en passant le taux d'impôt minimum de 15% (actuellement négocié à l'OCDE) à 25%. Il souhaite par ailleurs imposer les entreprises en France au pro-rata de leur part de chiffre d'affaires mondial réalisé en France, une mesure qu'il nomme le "prélèvement à la source", inspirée en partie de la taxation unitaire souhaitée par les ONG pour imposer les entreprises sur leur activité économique réelle et lutter contre les paradis fiscaux.. Enfin, le candidat communiste souhaite réviser les principales niches fiscales bénéficiant aux multinationales, à savoir le CICE (depuis transformé en baisse des cotisations) et refondre le Crédit impôt recherche en un "dispositif de crédit bonifié pour le développement de la recherche et de la formation des salariés".

Point d'attention :

En sus de la révision du taux d'impôt minimum sur les multinationales, il sera nécessaire de réviser les exonérations les plus larges prévues par l'accord qui permettent de déroger au taux.

La taxation unitaire soutenue par les ONG est une réforme à vocation internationale, elle permettrait de répartir les droits à taxer des entreprises en fonction de leur activité économique réelle dans chaque pays (mesurée par les ventes, comme le propose le candidat communiste, mais aussi les employés et les actifs). Le programme du candidat communiste appelle à une Conférence fiscale sous l'égide de l'ONU, une telle réforme pourrait y être discutée.

L'application unilatérale nécessite de revoir les nombreuses conventions fiscales signées par la France. Si le candidat communiste parle de mettre fin aux accords économiques avec le sud, il ne précise pas dans son programme son plan de révision des conventions fiscales.

Taxer la spéculation

Fabien Roussel souhaite la mise en place d'une taxe sur les transactions financières (TTF) à l'échelon européen ainsi qu'une augmentation de son taux à 0,5%.

Point d'attention :

Le candidat n'évoque pas dans son programme d'extension de l'assiette de la TTF afin de prendre en compte les opérations les plus spéculatives, comme les opérations intra-journalières.

Fiscalité écologique

Fabien Roussel veut baisser définitivement la TVA sur les consommations énergétiques (électricité, gaz, essence) pour faire gagner du pouvoir d'achat aux Français étant donné le contexte de hausse des factures énergétiques.

Point d'attention :

Il faut une réponse immédiate face à la hausse spectaculaire du prix de l'électricité, du gaz et de l'essence, dans le contexte de la guerre en Ukraine, pour garantir une sécurité énergétique des français-e-s les plus précaires. Néanmoins, Oxfam n'estime pas que la réponse soit une baisse définitive de la TVA.

Une telle baisse ne garantit pas un prix d'accès raisonnable pour les plus précaires, dans un contexte de hausse continue du prix du gaz et elle bénéficie largement aux catégories les plus aisées: selon l'ONG Transport&Environnement la remise de 15 centimes sur le prix de l'essence profite ainsi dix fois plus aux 10% les plus riches qu'aux 10% les plus pauvres. Une telle baisse ne saurait être définitive.

Oxfam recommande des actions temporaires pour limiter la hausse du prix de l'énergie (comme les tarifs sociaux pour les factures de gaz et d'énergie) et des aides ciblées vers les plus précaires (une mesure soutenue par le candidat communiste). Des mesures structurelles doivent être prises pour assurer la fin de notre dépendance aux énergies fossiles et garantir une sécurité énergétique et une mobilité durable (investissement bas-carbone).

Fiscalité féministe

Fabien Roussel ne propose pas de déconjugaliser l'impôt sur le revenu, ce qui permettrait de lutter contre la spécialisation au sein des couples et les inégalités de salaires entre les hommes et les femmes. Il ne s'engage pas non plus à revoir la fiscalisation des pensions alimentaires pour éviter que le versement d'une pension ne prive une mère seule des minimas sociaux. Il souhaite en revanche que l'allocation adulte handicapé (AAH) soit déconjugalisé.